

Frank Zobel: «La question n'est plus de savoir si, mais comment légaliser le cannabis»

Alors que Zurich annonçait lundi le lancement d'un nouveau projet pilote de distribution de cannabis récréatif, le directeur adjoint d'Addiction Suisse montre combien la mentalité a évolué sur la drogue douce. Une volute de fumée libérale importée des Etats-Unis. Interview



Frank Zobel, directeur adjoint d'Addiction Suisse. Lausanne, le 7 décembre 2023. — © MARTIAL TREZZINI / KEYSTONE



[Aïna Skjellaug](#)

OFFRIR CET ARTICLE

Après les villes de Bâle, Zurich, Lausanne et le canton de Genève, un acteur privé dans le canton de Zurich se lance à son tour dans un projet de vente régulée de cannabis, dans 34 communes zurichoises. Ces différents travaux s'inscrivent dans une vaste réflexion sur la législation en la matière. Pour Frank Zobel, directeur adjoint d'Addiction Suisse, la légalisation du cannabis est une certitude à terme: la question est plutôt de savoir comment celle-ci interviendra.

Le Temps: Assiste-t-on à un tournant dans la politique de la drogue?

Frank Zobel: Nous entrons dans une phase 2 des essais pilotes. Après les villes, voilà des acteurs privés qui lancent des études sur le cannabis en Suisse. Regardez autour de nous: 25 Etats américains ont légalisé cette drogue, le Canada aussi depuis six ans maintenant, l'Uruguay. En Europe, nous voyons les premiers mouvements dans cette même direction au Luxembourg, à Malte. En Allemagne, à partir du 1er avril, vous aurez le droit de cultiver trois plantes à la maison et de posséder jusqu'à 25 grammes de cannabis sur vous. A partir du 1er juillet, des associations de consommateurs pourront produire ensemble et, dans une deuxième étape, des régions pilotes s'essaieront à des systèmes de vente. Depuis ce jour d'octobre 2012 où le Colorado et l'Etat de Washington ont accepté des initiatives populaires sur la légalisation du cannabis, il n'y a pour ainsi dire pas une année où plusieurs Etats ou pays légalisent à leur tour.

Lire aussi: [Zurich devient la Mecque du cannabis suisse](#)

La Suisse a une longue histoire en lien avec cette régulation...

En 2001, il existait un projet de loi sur la table, et ce pays aurait pu être le premier à légaliser le cannabis. Mais il a été refusé par le parlement. En 2008, une initiative populaire a été rejetée par la population. Aujourd'hui, nous avons d'une part les essais pilotes menés par les villes et d'autre part une commission du parlement qui travaille sur un projet de loi pour réguler ce marché, à la suite d'une [initiative parlementaire de Heinz Siegenthaler](#), un agriculteur PBD rattaché au groupe du Centre, qui n'a pas été réélu.

Les mentalités ont donc évolué ici aussi?

Oui, aujourd'hui la question n'est plus vraiment de savoir si on légalise, mais plutôt comment on le fait. [Une majorité de la population est aujourd'hui en faveur d'une légalisation strictement régulée](#), selon un sondage mené pour l'Office

fédéral de la santé publique en 2021; au parlement vous trouvez probablement aussi une majorité pour. Une partie de la droite libérale a changé de vision: la prohibition est compliquée et coûte cher, remplaçons-la par la responsabilité individuelle et le développement d'un marché économique. La gauche, traditionnellement, est plutôt anti-prohibitionniste. Une majorité de l'UDC et une partie du Centre se montrent par contre toujours très réticentes et pourraient lancer un référendum contre une légalisation.

Lire aussi: [La vente légale de cannabis à Lausanne a pris 5% au marché noir](#)

Doit-on craindre un appel d'air de nouveaux consommateurs de cannabis?

Les essais pilotes ont des règles très strictes, on ne peut accueillir que des consommateurs existants. Mais cela dépendra du modèle de régulation mis en place. De toute façon, lorsque vous légalisez, vous créez un appel d'air qui s'appelle la curiosité. Rendez accessible un produit interdit durant 70 ans: évidemment qu'une partie de la population voudra l'essayer... Mais le marché peut aussi se réduire rapidement une fois cette phase passée. Ce que l'on a constaté aux Etats-Unis, c'est qu'une hyper-disponibilité du produit, à prix très bas, entraîne les consommateurs existants à augmenter leur consommation. Vous aurez des gens qui consomment beaucoup trop, vous risquez d'avoir plus d'accidents de voiture... Plus on propose un marché ouvert et agressif, moins on maîtrise ce qui arrive. Pour connaître les vrais effets de la légalisation du cannabis, il faudra de toute façon attendre dix à vingt ans.

Est-ce que le lobby du vin risque de prendre la mouche en Suisse?

Est-ce qu'en légalisant le cannabis les gens boiront moins d'alcool? Pour l'instant, on n'a pas vu de changement, il existe plutôt un effet d'addition qu'un effet de remplacement sur la base des quelques études disponibles. Mais il faudra là aussi attendre avant de bien comprendre les liens entre la consommation de ces deux substances.

Que prônez-vous afin que la légalisation se passe au mieux?

Une vente contrôlée, à but non lucratif, axée sur des objectifs de santé publique. C'est sans doute un peu utopique. Mais quand je vois les intérêts économiques qui arrivent autour de ce nouveau marché, j'ai des frissons: j'ai vraiment peur de la présence du cannabis à côté de la caisse au supermarché, à bas prix et avec des actions «deux paquets pour le prix d'un». On peut faire beaucoup mieux pour protéger la santé de la population.

LE CHOIX DE LA RÉDACTION

L'Europe s'inspire de Giorgia Meloni pour lutter contre l'immigration africaine

Publié le 18 mars 2024 à 20:13. / Modifié le 19 mars 2024 à 07:27.

A Bruxelles, un coup d'envoi sans fanfare pour les négociations entre la Suisse et l'Union européenne

Publié le 18 mars 2024 à 20:58. / Modifié le 19 mars 2024 à 07:27.

Frank Zobel: «La question n'est plus de savoir si, mais comment légaliser le cannabis»

Publié le 18 mars 2024 à 19:26. / Modifié le 19 mars 2024 à 07:27.